



## Articles

- 1 **Éditorial** : Ces parasites dénommés... les jeunes,  
par *Ingrid Gilles*
- 3 **Tribune** : Instruction civique ? Vraiment ?  
par *Bernard Defrance*
- 5 **Rebond** : La liberté de l'un s'arrête là où commence  
celle d'autrui,  
par *Céline Olivier*
- 7 L'éducation aux droits de l'enfant à l'école. La situation  
en Communauté française,  
par *Valérie Provost*
- 13 Des jeunes irresponsables sommés d'être responsables,  
par *Carla Nagels*
- 21 La prestation éducative et d'intérêt général : un métier à  
tisser...,  
par *Eric Henrard*
- 24 Quand la violence se mêle à l'éducation...,  
par *Guy Delhasse*
- 26 Arrêts n°49/2008 et n°50/2008 du 13 mars 2008 de la  
Cour constitutionnelle. La montagne a accouché d'une  
souris...  
par *Aude Vervoir*

## Jurisprudence

### Conseil du Contentieux des Étrangers – Arrêt – 6 décembre 2007

Droit des étrangers - Mineur étranger non accompagné (MENA) - Procédure d'asile - Refus du statut de réfugié et de protection subsidiaire par le CGRA (imprécisions, contradiction et absence de démarches dans le pays) - Recours au CCE - Moyen tiré de la violation de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980, des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, du principe général de bonne administration et de l'erreur manifeste d'appréciation - État de minorité pas pris suffisamment en compte - Large bénéfice du doute - Reconnaissance du statut de réfugié

33

### Conseil des Contentieux des Étrangers – Arrêt – 31 janvier 2008

Droit des étrangers - Mineur étranger non accompagné (MENA) - Refus de la reconnaissance du statut de réfugié et de protection subsidiaire par le CGRA (imprécisions, absence de preuve documentaire concernant sa nationalité et son identité, absence de démarches) - Recours au CCE - Moyen tiré de la violation de l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 et des articles 48/1, 48/2, 48/3, 48/4 et 48/5 de la loi du 15 décembre 1980 - Imprécisions à remplacer dans un contexte particulier - Examen de la crédibilité du crédit ne peut pas occulter l'examen de la crainte d'être persécuté - État de minorité - Degré de développement mental et de maturité - Reconnaissance de la qualité de réfugié

35

## Fiche - JDJ

- 39 L'aide sociale des familles en séjour illégal  
par *Anne-Sophie Leloup et Charlotte Dereppe*

